



La Problématique de l'Intégration en Afrique de l'Ouest et les Efforts à sa Résolution

¹Ayeni, Queen Olubukola

buckvayeni@gmail.com

Orcid: 0000-0002-8457-3214

²Bassey Oben

basseyoben1@gmail.com;

basseyoben1@unical.edu.ng

Orcid: 0000-0002-8289-8357

¹Department of Modern Languages and Translation Studies
University of Calabar, Calabar, Nigeria

²Department of Modern Languages and Translation Studies
University of Calabar, Nigeria

Résumé

L'intégration dans l'Afrique occidentale est souvent analysée sous un angle économique, négligeant la dimension linguistique essentielle à cette démarche. Le problème majeur réside dans la multiplicité des langues nationales et l'héritage colonial qui créent des clivages entre les pays francophones et anglophones. Cette étude vise à démontrer que la langue est un facteur clé pour favoriser l'intégration régionale au sein de la CEDEAO. La motivation pour cette recherche découle de la nécessité de surmonter les obstacles linguistiques pour établir des relations plus intimes entre les États membres. Les résultats suggèrent que, sans une politique linguistique adéquate, les efforts à l'intégration risquent d'échouer. L'implication de cette étude est claire : pour réussir l'intégration en Afrique de l'Ouest, il est impératif de considérer la langue non seulement comme un outil de communication, mais aussi comme un vecteur de culture et d'unité. Ainsi, des mécanismes doivent être mis en place pour harmoniser les interactions entre les différentes communautés linguistiques, privilégiant ainsi une intégration véritable et durable à travers la sous-région de l'Afrique occidentale.

Mots-clés : Intégration sous-régionale, la CEDEAO, langues et cultures nationales, héritage colonial, coopération internationale.

Abstract

Integration in West Africa is often analyzed from an economic perspective, neglecting the linguistic dimension that is essential to this process. The primary issue lies in the multiplicity of national languages and the colonial legacy that creates divisions between Francophone and Anglophone countries. This study aims to demonstrate that language is a key factor in promoting regional integration within ECOWAS. The motivation for this research stems from the need to overcome linguistic barriers to establish closer relationships among member states. The results suggest that without an adequate language policy, integration efforts are likely to fail. The implication of this study is clear; to succeed in West African integration, it is imperative to consider language not only as a communication tool but also as a vector of culture and unity. Therefore, mechanisms must be put in place to harmonize interactions among the different linguistic communities, thus fostering genuine and sustainable integration across the West African sub-region.

Keywords: Sub-regional integration, ECOWAS, national languages and cultures, colonial legacy, international cooperation.

Introduction

L'étude sur l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest comme partout dans le monde est perçue davantage sous l'angle économique. Ainsi, la réussite d'un projet intégrateur ou son échec fait l'objet souvent d'une analyse économique. La particularité de cette étude est donc d'apporter dans cette réflexion la place du facteur langue dans la démarche de l'intégration régionale. Pourtant, il faut noter que l'objectif de la CEDEAO est de l'ordre de la coopération économique. Cela signifie que les États membres ont décidé de mettre en œuvre une politique destinée à rendre plus intimes leurs relations, surtout dans le domaine économique, grâce à des mécanismes pérennants. Mais comment serait-on s'unir sans se comprendre ? A ce niveau, deux problèmes se posent. D'abord, il y a le problème de la multiplicité des langues nationales, et le clivage créé par les langues européennes dans la sous-région. Dans le monde d'aujourd'hui, le monolinguisme est un handicap. Alors, pour bien s'intégrer effectivement dans la société internationale, il nous faut apprendre la langue du voisinage, des pays limitrophes ou des langues étrangères. C'est pour cela que nous

proposons que deux langues comme l'anglais et le français, utilisées par les anciennes colonies soient les langues principales de chaque pays dans cette région, parce que ces langues ont acquis une place importante et irremplaçable dans les relations internationales.

Balkanisation des Frontières

La répartition du continent africain depuis la fin du XIXe siècle a paradoxalement révélé l'urgence de l'intégration socio-économique en Afrique de l'Ouest. Le moteur fondamental de cette répartition fut le commerce, qui attira les puissances coloniales et justifia leur maintien. Les nouvelles frontières politiques ont souvent suivi les anciens axes commerciaux, ce qui entraîna des tensions entre puissances coloniales, principalement la France et la Grande-Bretagne. Ayeni et Brown (2025) l'indiquent que: «Cependant, ces relations ont également été marquées par des tensions, principalement en raison de l'héritage colonial, des dynamiques géopolitiques complexes et des défis de développement» (84). Pour les atténuer, une clause garantissant la liberté du commerce à toutes les nations européennes dans les territoires coloniaux fut insérée dans les premiers traités, y compris ceux définissant les frontières coloniales (Akinyemi, Falegan et Aluko, 1983: 80). Malgré leur volonté de cloisonnement, les administrations coloniales furent contraintes de coopérer, confrontées à des défis communs et à des populations culturellement liées de part et d'autre des frontières. Des groupes comme les Yoruba, les Ewé, les Ashanti, les Agnis, les Bariba, les Haoussa, les Wolof et les Mossi furent divisés entre plusieurs sphères coloniales. Comme le notent Akinyemi, Falegan et Aluko (1983):

...in situations such as those of the Yorubas, the Ewe, the Ashantis, the Wolof and the Mossi, where the act of the European partition split particular cultural and historical units into two distinct colonial spheres (sometimes three as in the case of the Yoruba, who up to 1918 were divided into British Nigeria, French Dahomey and German Togo)...so along as this... continued to affect movement across the frontiers..., cooperation

was an obligation on the part of the colonial administration, mostly French and English. (36)

Les réalités socio-économiques, telles que les terres agricoles séparées des villages par les frontières, nécessitaient des clauses diplomatiques pour légaliser les mouvements transfrontaliers (Akinyemi, Falegan et Aluko, 58). Ces interactions ont contribué à faire de l'Afrique de l'Ouest un marché commun naturel. Pour les explorateurs européens, le commerce était non seulement un lien fondamental entre les peuples africains, mais aussi un outil d'harmonisation culturelle. Les deux guerres mondiales (1914-1918, 1935-1945) renforcèrent la collaboration franco-britannique face à l'Allemagne, y compris en Afrique. Cette coopération forcée laissa un héritage de pratiques interétatiques, jugées utiles pour les futurs projets d'intégration régionale. Odey et Ayeni (2019) soulignent que: «L'intégration régionale en Afrique répond à deux grandes nécessités. D'abord, elle vise à instaurer un environnement favorable à la croissance économique et au développement, ainsi que la seconde est de renforcer l'unité politique au niveau du continent noir» (288). Ensuite, Ayeni et Okon (2023) définissent cette intégration comme:

le processus par lequel les acteurs politiques dans plusieurs cadres nationaux distincts sont amenés à transférer leur obéissance, attentes et activités politiques vers un nouveau centre, dont les institutions possèdent aux exigences, une juridiction sur les états préexistants (121).

Sur le plan culturel, la colonisation imposa une double influence européenne (française et britannique), créant un terrain propice à une forme d'unité linguistique et institutionnelle. L'idéologie de l'intégration régionale se développa dans cette diversité, marquée par différents modèles, dont le panafricanisme. Le panafricanisme, d'inspiration anglo-saxonne, cherchait à unir les États africains pour résister à la domination politique et économique occidentale. Diouf (1984) note à ce sujet:

C'est après le congrès de Manchester que le mouvement panafricaniste se déplace de l'occident vers l'Afrique, avec le retour des leaders anglophones (Kenyatta, revient au Kenya en 1946 et N'krumah au Ghana en 1946). L'idéologie panafricaniste est alors définitivement constituée avec ses deux thèmes dominants: Libération d'abord (l'Afrique aux Africains), Unité ensuite (les États-Unis d'Afrique). N'krumah sera pendant une bonne vingtaine d'années le porte-parole du panafricanisme sur le continent. Pour lui, le panafricanisme doit promouvoir la véritable débalkanisation de l'Afrique, c'est-à-dire, remettre en cause le tracé colonial des frontières qui a survécu aux indépendances pour donner lieu aux « nations putatives » actuelles. (61)

Le panafricanisme visait donc l'unité politique, économique et culturelle, mais les réalités du continent, notamment la division coloniale, empêchèrent une application uniforme. En Afrique francophone, plus assimilée à la métropole, un autre courant vit le jour : la négritude. La négritude, mouvement culturel né à Paris dans les années 1930, cherchait à valoriser les cultures noires. Ses fondateurs incluent Senghor, Birago Diop, Césaire, Nègre et Damas. Senghor la définit comme: « l'ensemble des valeurs culturelles du monde noir, les institutions et les œuvres des noirs » (Senghor, 1964: 8). Pour Senghor, l'unité africaine devait d'abord être culturelle. Lors des indépendances, il prôna le maintien de l'AOF et de l'AEF comme fédérations. Ce modèle culturel s'opposa partiellement à la stratégie politique du panafricanisme.

Un troisième modèle émergea: le régionalisme, qui repose sur la coopération économique. Défendu par le groupe de Monrovia, ce modèle encouragea la création d'organisations sous-régionales d'intégration économique. Avant 1945, le panafricanisme se concentrait sur la diaspora. Le congrès de Manchester marque une rupture, en affirmant:

Nous demandons pour l'Afrique noire, l'autonomie dans la mesure – et la mesure seulement – où les groupes et peuples, dans le monde qui est un, sont capables de se gouverner eux-mêmes, sans réserve de l'unité et de la fédération, des États du monde l'un et l'autre inévitables (Préambule de la charte de l'OUA, 1963).

À partir de ce moment, le panafricanisme devint un mouvement revendiquant les droits des Noirs face à la suprématie blanche. Toutefois, son implantation en Afrique dut s'adapter à une grande diversité linguistique. C'est ainsi que l'OUA puis la CEDEAO adoptèrent l'anglais et le français comme langues officielles (Traité de Lagos, 1975). Le succès de la CEDEAO dépend alors fortement de la réduction des écarts linguistiques et culturels hérités des colonisations divergentes.

En 1963, le principe d'intangibilité des frontières coloniales fut adopté afin de stabiliser les jeunes États. Toute remise en cause des frontières risquait de déclencher des conflits. Les dirigeants africains décidèrent alors de construire leur espace politique à partir de ces frontières héritées. Pourtant, quarante ans après, cette décision n'a pas apporté la stabilité ni le développement espérés. Le rêve panafricain, né au début du XXe siècle, prenait alors un nouvel essor avec la création de l'OUA, qui devint plus tard l'Union Africaine. Comme le souligne Morceau:

Dans l'enthousiasme des indépendances, au début des années soixante, le rêve panafricain semblait prendre forme. Né au début du 20e siècle, ce rêve fut aussi le fruit de la colonisation: l'Afrique dominée et partagée, découvrit dans cette servitude, son unité. De plus, celle-ci dépassait à la fois sa fragmentation tribale et les frontières artificielles des empires coloniaux. (315)

La charte constitutive de l'Union Africaine, adoptée à Lomé en 2000, précise dans son article 3 alinéa I que l'UA vise à: «réaliser une plus grande unité et solidarité entre les pays africains et entre les peuples d'Afrique». Ainsi, l'UA poursuit simultanément deux objectifs parfois contradictoires: préserver les frontières héritées du colonialisme tout en construisant une union continentale. Cette tension est à l'origine de la multiplication d'organisations régionales censées servir de fondation à l'unité africaine, parmi lesquelles la CEDEAO joue un rôle majeur.

Langue et Relations Internationales

La langue occupe une place dans les relations internationales. Elle peut être perçue comme un facteur et même un enjeu des relations entre les pays. Pour Assomo Meva'an (1997) ;

... Dans le monde de l'après-guerre froide, les distinctions majeures entre les peuples ne sont pas idéologiques, politiques ou économiques: elles sont culturelles (celles des langues). Elles déterminent les logiques de regroupement et de fragmentation (20).

La motivation principale est de contribuer à une meilleure compréhension des interactions entre les langues et les politiques dans cette région stratégique, afin de renforcer l'intégration régionale (Ayeni et Orji, 2024: 40). La langue est alors perçue comme un enjeu, un moyen d'expression de la puissance. Au 19^e siècle, la langue jouait un rôle important dans la politique d'extension continentale de l'impérialisme et de la colonisation. Aujourd'hui, le rôle de la langue s'est accru au point où Ali Mazrui (1998) pense que, «*la structure mondiale des classes est souvent culturelle (c'est-à-dire, par les langues) plutôt qu'économiquement déterminée* » (Mazrui 74). Les principes de régionalisme tendent à nier ces clivages créés par les langues. Pourtant, force est de constater que le régionalisme est perçu par beaucoup comme la simple intégration des modèles et des valeurs socio-économiques. Il en résulte une affirmation des identités culturelles et des particularismes qui trahissent le rejet de l'uniformisation au niveau des perceptions et des langues.

Dans l'Afrique de l'Ouest, les États semblent prendre conscience de la nécessité de préserver leurs langues étrangères, héritées de leurs maîtres blancs. La grande question, c'est donc de savoir comment rectifier ce clivage créé entre des frères d'une même origine et d'un même passé historique par des langues étrangères impérialistes ? La peur et le soupçon qui avaient existé entre les maîtres coloniaux, surtout les Français

et les Anglais, se sont trouvés entre leurs colonies en Afrique de l'ouest et c'est ça même qui empêche une vraie intégration de la sous-région.

Les langues sont très présentes et pèsent d'un poids non négligeable dans le processus d'intégration et parfois peuvent constituer un frein. Donc, observe Ayeni (2024): « les langues » sont des ponts entre les cultures, capables de favoriser la compréhension mutuelle dans un monde de plus en plus globalisé (435). En ce qui concerne les organisations d'intégration politique et économique, les clivages – culture, idéologie, langue et micro-nationalisme – représentent une menace grave et constituent la cause de l'échec de l'intégration. Il est vrai que d'autres variables d'ordre structurel expliquent parfois mieux, le relatif échec de l'intégration économique dans la sous-région. Ces facteurs structurels ainsi que les problèmes financiers et économiques nuisent gravement au projet d'intégration en Afrique. Mais ils n'occultent pas le facteur des langues qui a une certaine pertinence pour expliquer l'échec de l'intégration économique en Afrique occidentale.

Dimension Linguistique de l'intégration

La question de l'intégration en Afrique de l'Ouest est souvent abordée principalement sous un angle économique. Cependant, cette étude vise à intégrer la dimension linguistique dans cette réflexion. Nous nous interrogeons sur plusieurs aspects cruciaux : premièrement, la politique linguistique au sein d'une institution régionale comme la CEDEAO peut-elle favoriser l'intégration régionale ? Deuxièmement, cette politique peut-elle contribuer à l'intégration politique de la sous-région ? Nous posons également des questions secondaires, telles que la capacité de la politique linguistique à garantir une intégration saine au sein de la CEDEAO, le choix entre le français et l'anglais comme instrument d'intégration, et la possibilité

d'introduire le français et l'anglais comme langues régionales. Au cœur de cette réflexion, nous formulons l'hypothèse principale selon laquelle les langues ne sont pas suffisamment exploitées comme instruments d'intégration. Cette hypothèse relie les variables de langue et d'intégration, proposant une nouvelle grille d'analyse pour comprendre la dynamique d'intégration, particulièrement dans le contexte historique et colonial unique de l'Afrique de l'Ouest. Ce contexte souligne que l'intégration politique de la CEDEAO ne peut être réalisée sans considérer la langue comme un construit social, englobant normes, valeurs et techniques apprises par une communauté diverse. Ainsi, l'intégration devrait s'appuyer sur une communauté de valeurs plutôt que sur une simple communauté géographique, permettant une harmonisation des modes de production, de distribution et de consommation, tous liés par une communauté linguistique. En somme, dans cette étude, la langue est la variable indépendante et l'intégration la variable dépendante.

La Problématique d'Intégration

En Afrique de l'ouest, l'intégration est marquée par un lourd passé colonial, les disparités culturelles et le sous-développement économique de la sous-région. Parlant de ce passé colonial, Bach (2002) remarque que :

En Afrique subsaharienne, la thématique de l'intégration s'est historiquement nourrie de fortes ambivalences, car elle est fondée sur le constat d'une balkanisation des États nouvellement créés, qui étaient peu soucieux de remettre en question le système puisque ce sont elles les principales bénéficiaires. Le spectaculaire développement des conflits de basse intensité renvoie pour l'essentiel à des tentatives de redéfinition du rapport à l'État et, beaucoup plus rarement, à une volonté de réunion des entités régionales séparées par des frontières coloniales.. (Bach 20-21).

Les puissances coloniales qui voudraient intégrer les entités sous leurs dépendances avaient la formation des groupes comme l'Afrique Occidentale française (AOF) et la

Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO) en Afrique française, ainsi que West African Currency Board (WACB) et West African Marketing Board (WAMB) en Afrique anglaise. On peut dire que la dynamique d’intégration en Afrique de l’Ouest a toujours été marquée par l’importance du facteur culturel.

Depuis l’inauguration de la Communauté Économique des États de l’Afrique de l’Ouest, l’on constate des duplications de mêmes organismes, chacun servant l’intérêt des pays anglophones et des pays francophones. A cause de cela, le bilan de l’intégration sur le plan économique est très mitigé. Les échanges entre les pays sont très faibles par rapport aux objectifs poursuivis par les différentes organisations. En fait, dans cette sous-région, on note de nombreuses tendances centrifugées, de nombreux conflits internes entre les pays membres de ce groupement et la fragilité institutionnelle des pays membres. Ainsi, la problématique d’intégration semble être paralysée par la fragilité de l’intégration interne des pays. De plus, la sous-région apparaît aujourd’hui comme un immense puzzle à la fois culturel et démographique, une culture moderne face à une ou des cultures traditionnelles, une multitude d’aires linguistiques, les États multiethniques. Cet environnement hétérogène suscite un intérêt particulier.

L’objet majeur de ce travail est l’analyse des avancées aussi bien que les reculs de l’intégration régionale en Afrique de l’Ouest, surtout au sein de la Communauté Économique des États de l’Afrique de l’Ouest. Il s’agit de tenter de répondre aux questions suivantes : quel est le rôle de la politique de langue dans la structure d’intégration en Afrique de l’Ouest ? Cette structuration de langue explique-t-elle l’échec de cette intégration régionale ? En somme, est-ce qu’on peut tenir compte de la langue comme facteur et même enjeu dans la dynamique instrumentalisée par les

acteurs dans les processus d'intégration en Afrique de l'Ouest tant au niveau interne des États qu'entre les États ?

L'intérêt d'une telle réflexion tient à une autre lecture d'une dynamique sur laquelle parfois l'importance n'est accordée qu'aux approches économiques et politiques. L'intégration comporte à n'en point douter un aspect culturel qui nécessite une analyse sous un angle de la langue. À l'heure où dans la sous-région, le concept d'État est mis à mal par les préoccupations ethniques qui débouchent sur les conflits internes, on ne saurait parler de l'intégration sans considérer la variable culturelle, qui dans ce cas est la langue. En outre, on peut se demander comment une région constituée de groupes aussi divers sur les plans humains et linguistiques peut prétendre à l'unité.

La Culture: Un vecteur de l'intégration

La politique d'intégration en Afrique fait l'objet d'un intérêt manifesté au niveau des sous-régions dès les indépendances, la littérature africaine s'est intéressée à la question d'une intégration vraiment africaine, où chaque État serait le berger de son frère. Kwame N'krumah, est l'un des premiers à soulever le problème de l'intégration. Il publie quelques mois avant la conférence constitutive de l'Organisation de l'unité africaine « Africa must Unite », un plaidoyer pour l'unité du continent. L'objectif de N'krumah est de tracer brièvement les fondations de l'Afrique et les effets de la colonisation dans le but d'expliquer sa conviction sur l'importance de la liberté et de l'intégration du continent africain. En effet, pour lui, les facteurs qui plaident en faveur de l'unité du continent sont plus importants que ceux qui plaident pour sa division, dont la diversité des races, des langues, des religions et des cultures. Selon Philippe Décaene (1979), « les obstacles à la réalisation des projets intégratifs sont nombreux et seront pour la plupart difficiles à vaincre. Ils relèvent à la fois des domaines politiques,

économiques, culturels et sociologiques » (Decraene 87). Pourtant, la foi des Africains pour l'unité du continent est forte. Ainsi affirme Cheikh Anta Diop (1974) : « ...depuis l'apparition de l' Homo sapiens, de la haute préhistoire à nos jours, nous pouvons retracer nos origines en tant que peuple... » (Cheikh 11).

Dépassant le questionnement sur les possibilités ou non de l'intégration de l'Afrique, la quête des règles et des principes d'une telle intégration est nécessaire. Quant à Doudou Thiam (1972):

Notre préoccupation majeure est ici, en nous fondant sur l'observation des faits de dégager les principes qui nous semblent gouverner toutes les constructions fédérales en Afrique, de voir, compte tenu du stade actuel de l'évolution de notre continent, quelles sont les formules non transposables à l'Afrique, qui ne s'acclimatent pas, ou ne s'adaptent pas à l'environnement. Il s'agit en somme de séparer le bon grain de l'ivraie, de faciliter la germination d'un fédéralisme plein de servir africaine, parce que nourri des engrais de notre sol, chauffé de la chaleur de notre soleil et s'épanouissant ou souffle de nos alizés (8).

Sur ce débat relatif à la possibilité d'une vraie intégration de l'Afrique de l'Ouest, le Dr. Chukwurah du siège de la CEDEAO à Abuja, nous fait entendre dans Akinyemi, Falegan et Aluko(1983), alors:

... That even the elements of war can lead to contact, so even people with opposite views come together; they may discover themselves, start to compare values, appreciate similarities, and develop basic norms that guide their relationship. Within West Africa, we have ingredients that can lead to discussions on common ground, and by nature, this common ground eventually enables the development of an effective and functional organization. (Akinyemi, Falegan et Aluko 66).

On note déjà là une préoccupation anthropologique chez ces auteurs. Cependant, à travers le temps, le bilan d'intégration, qu'il soit verticale, à l'intérieur des États, ou horizontale, entre États, est plutôt mitigé. Toutes les études rétrospectives sont unanimes pour reconnaître que la politique d'intégration en Afrique est caractérisée par

la floraison des organisations et des ordres institutionnels et la modicité des résultats, notamment sur le plan économique. Bach (2007) constate alors :

Du fait du transfert de souveraineté que les États se sont refusés à consentir, les organisations qui ont la vocation à promouvoir l'intégration sous-régionale ont été redites à fonctionner comme des organisations de coopération sectorielle dont les résultats les plus tangibles se sont manifestés dans le domaine des infrastructures et des télécommunications. (19).

La question de l'intégration en Afrique a surtout été envisagée sous l'angle économique. La particularité de notre étude sera d'apporter dans cette réflexion la place du facteur culturel qui sous-entend la langue. La culture, n'est pas conçue ici uniquement comme facteur d'intégration, elle peut être aussi facteur de division.

Résultats et Implications

Les résultats de l'étude sur l'intégration en Afrique de l'Ouest révèlent que la langue joue un rôle crucial dans la réussite des initiatives d'intégration régionale. En effet, la diversité linguistique, héritée des colonisations, crée des barrières qui entravent la coopération entre les États membres de la CEDEAO. Les analyses montrent que sans une politique linguistique inclusive, les projets d'intégration risquent d'échouer, car les pays ne parviennent pas à établir une communication efficace (Assomo Meva'an, 1997: 20). En outre, la langue est considérée non seulement comme un outil de communication, mais également comme un symbole d'identité culturelle, ce qui met en évidence la nécessité d'une harmonisation linguistique afin de promouvoir une véritable intégration régionale. La solidarité linguistique a longtemps constitué un élément clé de la coopération régionale, en particulier dans les zones où la langue joue un rôle essentiel dans l'intégration politique, culturelle et économique (Ayeni, Effiong et Ogbang, 2025: 1). Les implications de ces résultats sont significatives: il est impératif pour les décideurs de reconnaître la langue comme un élément central dans les stratégies

d'intégration, afin de créer un environnement propice à la coopération et à la solidarité entre les nations. En intégrant cette dimension linguistique, l'Afrique de l'Ouest pourrait non seulement surmonter les clivages hérités du passé colonial, mais également bâtir une communauté régionale plus forte et plus cohésive

Conclusion

La bataille pour l'intégration en Afrique de l'Ouest met en lumière l'importance cruciale de la dimension linguistique dans les efforts d'unification régionale. Les résultats de cette étude soulignent que, pour surmonter les obstacles à l'intégration, il est essentiel d'adopter une approche holistique qui intègre la langue comme un facteur clé. Pour les recherches futures, il serait pertinent d'explorer des stratégies concrètes pour mettre en œuvre des politiques linguistiques inclusives au sein de la CEDEAO. Cela pourrait inclure des études comparatives sur les modèles d'intégration réussis dans d'autres régions du monde, ainsi que des enquêtes sur les perceptions des populations locales concernant l'importance de la langue dans leurs interactions transfrontalières. De plus, il serait bénéfique d'examiner comment les technologies numériques peuvent faciliter l'apprentissage des langues et promouvoir la communication entre les différentes communautés linguistiques. En adoptant ces directions de recherche, on pourrait non seulement enrichir le débat sur l'intégration en Afrique de l'Ouest, mais aussi contribuer à la création d'un environnement propice à la coopération et à la solidarité entre les nations.

Références

- Address by Nigeria's Head of State at the Formal Opening of the Meeting Heads of States held in Lagos to sign the Treaty of ECOWAS, Lagos, 27 Mai, 1975.
Akinyemi, A.B, Falegan, S.B et ALUKO, I.A. (eds.) *Readings and Documents on ECOWAS*. Lagos: Macmillan, 1983.
Assomo Meva'a, Odile Noelle. "Fondements et enjeux de l'exception culturelle de la France à l'Uruguay Round, IRIC", Thèse de doctorat 3ème cycle, 1998.

- Assomo Meva'an, J. "La Langue dans les Relations Internationales." *Revue des Études Africaines*, 12(3),1997, 20-35.
- Ayeni, Queen Olubukola & Brown, Pretty Chinwendu. La Coopération Franco-nigériane: Vers la Création d'une Alliance Stratégique en Afrique. *International Journal of Arts, Languages, Linguistics & Literary Studies (JOLLS)*,14 (1), 2025, 84-92.
- Ayeni, Queen Olubukola & Okon, Dorothy Effiom. Vers une Bilinguisme Fonctionnel et Interractionnel pour les Groupuscules de la sous-region de l'Afrique Occidentale. *Northern Inter-University French Journal (NUFJOL)*, 10(1), 2023, 119-135.
- Ayeni, Queen Olubukola & Orji, Lei Maurice. Analyse du Contexte Sociopolitique et Linguistique des Pays de la CEDEAO. *Nigeria Police Academy Journal of Humanities (Polacjoh)*. 4(2), 2024, 40-53,
- Ayeni, Queen Olubukola, Effiong, Eke Nta & Ogbang, Timothy Ellah. Linguistic Solidarity in Focus: The Arab League's Ambitions, Successes and Challenges in Modern World Politics. *Humanus Discourse Journal*. 5(3), 2025, 1-17.
- Ayeni, Queen Olubukola. Étude descriptive de quelques aspects du bilinguisme. *Bayero Journal Of Linguistics (BAJOLIN)*. 10(2), 2024, 434-450,
- Bach, Daniel. L'intégration régionale en Afrique de l'Ouest: Enjeux et perspectives. *Revue Internationale des Études Africaines*, vol. 3, no. 1, 2007, pp. 15-30.
- Bach, Daniel. *Régionalisation, mondialisation et fragmentation subsahariennes*. Paris: Karthala, 2002.
- Decaene, Philippe. *Le Panafricanisme*. Paris : P.U.F, 1979
- Diop, Cheikh Anta. *Les Fondements Économiques et Culturels d'un État Fédéral d'Afrique Noire*. Paris : Présence Africaine, 1974.
- Diouf, Makhtar. *Intégration Economique, Perspective Africaine*. Dakar,1984. Economic Community of West African States (ECOWAS). *Treaty of Lagos*. Lagos, Nigeria, 28 May 1975.
- Mazrui, A. A (dir.). *Histoire Générale de l'Afrique Tome 8*. Paris : Présence Africaine, 1998.
- Mazrui, Ali. *Cultural Forces in World Politics*. University of Chicago Press, 1998.
- Moreau, Defarges P. *Relations Internationales: Questions régionales*. Paris : Edition du Seuil, 1993.
- Préambule de la Charte de l'OUA, 1963.
- Senghor, L. S. Liberté 1. *Négritude et Humanisme*. Paris: seuil, 1964.
- Thiam, Doudou. Le Fédéralisme africain, ses règles et ses principes. Paris : Présence africain, 1972.
- Union Afrique. "Acte Constitutif de l'Union Africaine." Article 3, al. I, Lomé, Togo, juillet 2000.
- Veronica Ebi Odey & Queen Olubukola Ayeni. La Politique Générale sur l'Intégration Régionale en l'Afrique de l'Ouest. *THE PARNASSUS Journal of Cultural Research*. Vol. 15, June 2019, ISSN: 1597-2143, pp. 287- 297.